

Bonnes
feuilles de
« Paroles
de prolétaires »
le dernier livre
d'Arlette
Laguiller

p.11

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Unité
ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1674 – 11 août 2000 – prix : 9F

Leur reprise économique, c'est... **Affaires d'or** **pour le patronat,** **bas salaires,** **précarité ou** **chômage pour** **les travailleurs !**

M 6189 - 1674 - 9,00 F



page 3

SOMMAIRE

Leur société

- 4 - Les patrons se plaignent de manquer de main-d'œuvre
- 5 - Les vérités contradictoires de Roland Dumas
 - Les secrets d'Elf
 - Une «reprise» qui ne profite qu'aux patrons
- 12 - Accidents mortels en série sur les routes

Tribune

- 4 - Corse : la paix des notables... et la guerre des clans ?

Dans le monde

- 6 - Il y a 55 ans : Hiroshima
 - Allemagne : attentats racistes
- 7 - Grande-Bretagne : Peugeot et la flexibilité
 - Italie : la fin de L'Unità

Dans les entreprises

- 8 - Hôpitaux : crise aux urgences
 - France Télécom Bayonne : la galère
- 9 - Bertrand-Faure (Nogent s/Seine) : un recul de la direction
 - Hôpital d'Argenteuil : non au licenciement !
 - SNECMA Corbeil : échec au CE licencier

Il y a 20 ans

- 10 - Août 1980 : la classe ouvrière polonaise faisait reculer le régime

Lire

- 11 - Paroles de prolétaires (extraits)

Les Rendez-vous d'été

- 12 - Les caravanes de Lutte Ouvrière

LA POSTE : UN SERVICE DE PLUS EN PLUS RENTABLE... ET DE MOINS EN MOINS PUBLIC

La Poste voulait faire payer 49,20 F les «chèques de banque» émis sur les livrets d'épargne. Devant le tollé suscité par cette mesure, qui a sans doute poussé aussi Fabius à intervenir, elle a fait machine arrière, en affirmant dans un premier temps que cela ne se ferait que le 1^{er} octobre, et non le 1^{er} août, puis en annulant son projet.

Les chèques certifiés, dits

«chèques de banque», servent pour les gros achats occasionnels, comme une voiture ou un logement. Mais pas seulement. De nombreuses personnes, interdites bancaires, n'ont plus de compte courant dans une banque, et il ne leur reste que le livret A pour percevoir retraites, pensions ou RMI, et pour payer le loyer, la cantine scolaire ou des achats courants. C'est dire que le projet de La Poste de prélever 49,20 F sur

chaque chèque de banque émis à partir des livrets frappait les plus démunis.

Pour tenter de se justifier, La Poste a rappelé que la gestion de ce qu'elle appelle les «livrets sociaux» lui coûte annuellement 1,5 milliard de francs, en déplorant la «perte de temps» que leur traitement occasionne...

Quoiqu'elle se défende de vouloir agir comme les banques qui cherchent à écarter de leur clientèle les personnes à faibles

revenus ou à statut précaire, La Poste reconnaît cependant chercher la rentabilité pour être concurrentielle dans les tarifs et les services. Elle ne fait en cela que suivre la politique du gouvernement pour qui les services postaux doivent devenir «rentables»... ce qui signifie le plus souvent qu'ils cessent en fait d'être des services publics. On ne peut à la fois subventionner à fonds perdus le patronat, et utiliser l'argent de l'Etat de façon utile à la population.

R. M.

Citoyen d'honneur... expulsé

La Collectif citoyen anti-marée noire vient de révéler qu'un ouvrier malien sans papiers a été expulsé de force vers Bamako le 9 février dernier. Avec une vingtaine de ses camarades, des immigrés sans papiers comme lui, il était venu en janvier nettoyer les plages de Belle-Ile souillées par le

naufage de L'Erika. En remerciement, le maire d'une commune de l'île les avait faits «Citoyens d'honneur».

Une expulsion qui n'empêche certainement pas Chevenement de bronzer sur les plages propres de Belle-Ile où il passe actuellement ses vacances...

Les profits de la mort

Les industries du tabac auraient tenté pendant des années et des années de saper les programmes de lutte contre le tabagisme de l'Organisation mondiale de la santé, ce que cette dernière dénonce aujourd'hui.

La production de cigarettes représente des milliards de profits et il n'est pas question que Philip

Morris ou la Seita en France acceptent de les voir rognés si peu que ce soit pour des raisons de santé publique; sans parler des Etats qui prélèvent des taxes importantes.

Qu'importe alors aux empoisonneurs si cette fructueuse industrie est responsable de 4 millions de morts annuels de par le monde?

Racisme à l'embauche?

Répondant à une petite annonce d'Ericsson, l'un des premiers groupes français de télécommunications, un travailleur d'origine maghrébine a reçu un refus d'embauche sous son vrai nom. En revanche, quelque temps plus tard, une lettre envoyée sous un nom francisé lui a valu une convocation pour un entretien d'embauche.

Ce n'est pas la première affaire connue du genre, puisque l'on avait appris récemment que le Crédit Mutuel avait procédé de la même façon avec un autre travailleur d'origine étrangère.

Il existe pourtant une loi qui interdit une telle discrimination. Mais bien évidemment les patrons s'en moquent.

Les enfoirés

Le 24 août, jour de rentrée du conseil des ministres, Lionel Jospin et Cie recevront 250 enfants de familles déshéritées dans les jardins de Matignon, pour la «journée des oubliés des vacances».

Les jardins de Matignon? Les enfants en question auraient sans doute préféré de vraies vacances, à la montagne ou à la plage, à une réception par des ministres surtout soucieux de saisir cette occasion de se faire voir!

Ils nous empoisonnent

De 1970 à 1994, IBM aurait utilisé des solvants (éthers de glycol) dangereux pour la santé des employés dans au moins une de ses usines américaines ainsi que dans son usine de Corbeil (Essonne).

La nocivité de ces produits, pouvant entraîner cancers et mal-

formations des bébés, était connue depuis 1975 environ. Mais il a fallu attendre vingt ans pour qu'en France leur usage soit simplement réglementé.

Comme dans le cas de l'amiante, la santé des travailleurs passe très loin derrière les impératifs de la production et des profits.

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues:

- N° 84: Les Partis communistes aujourd'hui (Exposé du Cercle Léon Trotsky du 5 novembre 1999)
- N° 86: Mondialisation, OMC, Seattle, qu'y a-t-il de changé dans le capitalisme? Les révolutionnaires et le réformisme de crise (Exposé du Cercle Léon Trotsky du 25 février 2000)
- N° 87: De l'URSS à la Russie de Poutine (Exposé du Cercle Léon Trotsky du 12 mai 2000)

Prix: 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET Attention notre adresse vient d'être modifiée. C'est désormais: <http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 11 600 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roty de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 142 166. Commission paritaire des publications n° 64 996.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:
 PRÉNOM:
 ADRESSE:
 CODE POSTAL et VILLE:
 COMPLÉMENT D'ADRESSE:
 Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de:
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de:
 Règlement:
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Éditorial

■ Si l'on en croit la presse, la population française traverserait une période d'euphorie. Les sondages confirmeraient, dans la majorité de la population, le sentiment que les choses vont en s'améliorant. La baisse du chômage entraînerait un optimisme se traduisant, notamment, par un regain de consommation. La reprise économique amènerait maintenant les entreprises industrielles à tourner à 88 % de leurs capacités, soit un record historique. Elles auraient du mal à faire face à la demande des consommateurs.

On nous avertit même déjà que malheureusement cette croissance serait « vulnérable » du fait... des difficultés d'embauche qui augmenteraient rapidement. Les patrons seraient, disent-ils, tout prêts à embaucher s'ils trouvaient le personnel adéquat, faute de quoi la reprise pourrait selon eux être finalement moins brillante qu'elle n'aurait pu l'être !

Nous y voilà donc. Les statistiques officielles continuent d'avouer près de 10 % des chômeurs, soit à peine moins de trois millions et à peu près autant de personnes vivant dans la précarité, le nombre d'allocataires du RMI ne cesse d'augmenter, mais le patronat se plaint de ne pas trouver la main-d'œuvre qu'il recherche ! Et de se lamenter sur l'absence de candidats ayant le « profil » professionnel recherché, ou de chômeurs prêts à se déplacer pour occuper un emploi saisonnier, par exemple dans l'hôtellerie ou comme ouvrier agricole.

Ces patrons-là feraient mieux de dire carrément que ce qu'ils ne trouvent pas, c'est des travailleurs prêts à occuper un emploi aux conditions qu'ils proposent. Pourtant il n'est pas difficile de comprendre que les candidats ne se précipitent pas, par exemple, pour partir à des centaines de kilomètres de chez soi occuper un emploi saisonnier dans l'hôtellerie, en étant payé au lance-pierres et en logeant dans une soupenne.

Mais il n'y a pas que ces exemples-là. Malgré la « surchauffe » dont on nous parle dans la grande industrie, celle-ci continue de n'embaucher que des emplois précaires, en contrats à durée déterminée ou intérimaires. Ces embauchés de la « reprise » sont sous la menace de perdre leur emploi du jour au lendemain. Le patronat consi-

Leur reprise économique, c'est... **AFFAIRES D'OR POUR LE PATRONAT, BAS SALAIRES, PRÉCARITÉ OU CHÔMAGE POUR LES TRAVAILLEURS !**

dère désormais qu'il va de soi de n'embaucher que sous cette forme, non seulement parce qu'il peut ainsi se débarrasser à tout moment de ceux dont il ne veut plus, mais aussi parce qu'une main-d'œuvre placée sous la menace permanente d'être licenciée accepte plus facilement des bas salaires, des conditions de travail et des horaires insupportables, et hésite à s'organiser et à lutter pour défendre ses droits.

En réalité, les prétendues « difficultés d'embauche » des entreprises font partie de la campagne du patronat pour demander que les chômeurs n'aient même plus la ressource de refuser un emploi qui ne leur convient pas, mais qu'ils soient contraints d'accepter leurs conditions par le biais du fameux « PARE », le plan d'aide au retour à l'emploi proposé par le MEDEF et que la CFDT a signé. Et si le gouvernement a refusé d'avaliser ce plan, ce n'est pas en refusant le principe mais en déclarant qu'il faut « renégocier ».

Tout cela jette un autre éclairage sur cette reprise économique. Le commerce et la production de produits de luxe, destinés aux couches privilégiées, sont de ceux qui progressent le plus, car ce sont surtout elles qui connaissent une « euphorie » de consommation. Les profits pharamineux déclarés par les grandes entreprises vont bien quelque part, et servent d'abord à enrichir tous ceux-là. Mais à l'autre

bout de l'échelle, toute une fraction de la population continue de vivre dans la précarité et la pauvreté, et le patronat n'envisage nullement de l'en faire sortir car il veut toujours pouvoir embaucher dans les conditions les plus précaires et aux salaires les plus bas. Et cette fameuse reprise économique ne le pousse même pas à investir vraiment pour développer ses capacités de production, sans même parler de le faire pour améliorer les conditions de travail : il préfère augmenter les cadences, ou bien recourir à la flexibilité pour faire travailler la nuit ou les samedis dimanches, et consacrer son argent à spéculer, ou le dépenser dans l'achat de produits de luxe...

Si, comme on nous le dit, la « reprise » reste fragile, c'est d'ailleurs d'abord cette attitude du patronat qui l'explique car l'économie ne peut pas se développer sur la seule consommation de luxe des classes privilégiées, tandis que les travailleurs restent condamnés à la précarité et aux bas salaires, quand ce n'est pas au chômage.

Alors, si optimisme il y a, il est à souhaiter surtout qu'il incite les travailleurs et les chômeurs à se battre pour imposer au patronat des conditions de travail et d'emploi dignes du 21^e siècle, et pas ces conditions dignes du 19^e siècle auxquelles il cherche à nous ramener progressivement !

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Corse

LA PAIX DES NOTABLES

Coup de baguette magique de Jospin en Corse ? Le plan proposé par le gouvernement a réussi à mettre d'accord des forces politiques aux positions diamétralement opposées ou, pire encore, aux positions proches mais aux organisations féroceement concurrentes. Une unanimité d'autant plus étonnante qu'entre les clans de l'île, de droite, de gauche et les divers partis nationalistes, ce n'était pas seulement la discorde mais parfois les meurtres entre militants.

Ce succès proviendrait du fait que Jospin aurait donné une réponse politique à un problème qui n'avait été posé jusque là qu'en termes de rapport de forces. En fait de projet politique, c'est le flou artistique : ce ne serait ni l'indépendance, ni vraiment l'autonomie, mais pas non plus un département ou une région ! Et cela se ferait d'ici quatre ans, si le gouvernement à ce moment là le veut bien, à condition que la constitution le permette...

Cela convient pourtant aux nationalistes comme à la majorité des élus RPR, centristes, socialistes, et en particulier au président de l'assemblée régionale, le « démocrate libéral » et ami de Madelin José Rossi ? Bizarre ? Non, il suffit d'examiner le plan dans son volet... pécuniaire.

En résumé, pour les riches corses, plus trop question d'avoir des impôts à payer. Il suffira, pour échapper aux taxes, d'invoquer un quelconque effort d'investissement local. Les cadeaux précédents sont confirmés, comme les avantages type « zone franche ». D'autres, qui avaient été abolis sont rétablis comme « les arrêtés Miot ». De nouvelles enveloppes sont prévues pour les aides directes ou indirectes aux « investisseurs », en particulier pour les grands propriétaires fonciers.

Un pactole est offert aux spéculateurs par la réforme de l'aménagement du territoire. Les zones protégées jusque-là de la coulée de béton et des spéculateurs immobiliers par la « loi littorale » ne le seront plus, car ce n'est plus l'Etat mais les nantis locaux qui vont décider eux-mêmes de cet « aménagement ». Et cela au nom de la décentralisation des compétences et des décisions. Bien entendu tout cela vient s'ajouter aux distributions des fonds européens d'aide qui, comme depuis des

décennies, iront d'abord à ceux qui n'en ont pas besoin. Même l'enseignement de la langue corse (en soi légitime et justifié) risque bien d'être un moyen de distribuer des fonds et des postes aux nationalistes, sous couvert d'aménagement des classes.

Il est en tout cas bien significatif que personne, ni dans le personnel de l'Etat, ni à gauche, ni à droite, ni chez les nationalistes, ne parle de consulter la population vivant dans l'île !

Car la population, elle, a été tenue complètement à l'écart des tractations entre les notables de tous poils et le gouvernement. Voilà qui ne laisse guère de doute : elle sera de même tenue à l'écart des avantages financiers.

Les travailleurs qui vivent dans « l'île de beauté », devront se contenter, peut-être, de la beauté, et pour certains de la misère au soleil. Tout au plus, les Corses peuvent-ils espérer que ces clans, en se gobergeant, oublieront momentanément de s'entretuer et de prendre la population en otage. Mais rien ne garantit que certains de ces clans soient satisfaits de ce partage des prébendes. Et alors, qu'ils ne recommenceront pas à vouloir se constituer leur trésor de guerre à coups d'exactions, voire d'assassinats, comme précédemment.

Quant aux hommes politiques qui dénoncent cet accord comme la voie ouverte vers l'indépendance, que ce soit Chevènement ou Pasqua, ce n'est nullement l'intérêt des populations qui les motive. L'un, ministre de l'intérieur, l'autre qui l'a été, ont toujours été complices, sous couleur de défense de la « souveraineté nationale » ou de la « République française », des détournements de fonds par des clans de droite comme de gauche liés à leurs partis.

Comme quoi ce n'est ni sur les politiciens bourgeois français ni sur les politiciens bourgeois corses que les travailleurs comme la population corses doivent compter pour faire aboutir leurs revendications légitimes, spécifiques ou non.

Editorial des bulletins d'entreprise L'Étincelle du 7 août 2000 publiés par la Fraction

... ET LA GUERRE DES CLANS ?

L'éditorial des bulletins L'Étincelle était à peine publié que la Corse était le théâtre de nouveaux assassinats, en particulier celui de Jean-Michel Rossi, ex-dirigeant du FNLC. Ces attentats confirment malheureusement le texte ci-dessus, auquel il n'y a pas une ligne à changer. Tout au plus faut-il reconnaître que nous étions encore trop optimistes en employant le futur à propos des possibilités d'une continuation de la guerre des clans. C'est au présent qu'il convenait de s'exprimer. Hélas pour la population corse !

Les nationalistes laissent entendre que l'assassinat de Rossi serait une provocation « barbouzarde » des opposants aux accords de Matignon. C'est possible. Comme il est tout aussi possible que ce soit le fait d'un groupe nationaliste concurrent. Le propre du genre de guerre qu'ils ont eux-mêmes engagée, sans se soucier le moins du monde de la population de l'île et évidemment totalement hors du contrôle de celle-ci, permet toutes les provocations. Les relations avec les gangsters, les

politiciens mafieux, l'extrême droite, les services de police officiels ou officieux ou le gouvernement lui-même (ce que racontait Rossi dans un livre qu'il venait de publier) permettent tous les coups tordus des adversaires d'aujourd'hui... qui sont le plus souvent les amis d'hier ou ceux de demain.

Et les gouvernements français, de gauche ou de droite, soi-disant en lutte avec les clans, mais qui dans le même temps négociaient avec eux, leur fournissaient des couvertures, fermaient les yeux sur leurs entreprises mafieuses, voire leur procuraient des subsides (tout cela également confirmé par Rossi lui-même), ne sont pas moins responsables. Et des gouvernements récents, ceux auxquels ont participé Pasqua ou Chevènement comme Chirac ou Jospin.

Dans cet imbroglio personne ne peut y retrouver ses petits. Et pas plus la population de l'île. Il faudrait vraiment être fou pour croire que ce sont ces gens-là qui lui ouvrent un avenir.

8 août 2000

Au sommaire du numéro 10 (juillet-août 2000) de *Convergences Révolutionnaires*, édité par la fraction L'Étincelle de Lutte Ouvrière et la Tendance Révolution ! de la Ligue Communiste Révolutionnaire : un dossier sur l'immigration, des articles sur les relations LO/LCR, l'offensive antiouvrière du Medef...

Pour se procurer ce numéro (10 F) ou s'abonner (60 F les 6 numéros, 100 F d'abonnement de soutien) écrire à Lutte Ouvrière, fraction L'Étincelle.

Leur société

QUAND LES PATRONS SE PLAIGNENT DE MANQUER DE MAIN-D'ŒUVRE

Alors qu'il y a toujours près de trois millions de chômeurs, les entreprises se plaignent d'avoir des difficultés à recruter. Le secteur le plus touché serait le Bâtiment, où 84 % des entreprises auraient des difficultés d'embauche. Mais dans d'autres secteurs aussi, les employeurs se lamentent de manquer de candidats à des postes d'informaticiens, mais aussi de secrétaires, de caristes, de personnels de santé, de chauffeurs routiers, etc., ainsi que pour des emplois non qualifiés comme manutentionnaires ou magasiniers. Il en est de même pour les emplois saisonniers, qu'il s'agisse du personnel hôtelier ou de travailleurs agricoles.

Alors, bien sûr, les patrons donnent leur explication à cette situation. Pour les secteurs de l'informatique, par exemple, ce serait parce que les employeurs auraient tous besoin en même temps d'employés ayant le même « profil » ; ou alors, les jeunes refuseraient de travailler dans des secteurs qui, comme le textile, ont licencié massivement leurs aînés ; ou bien ce serait lié à la concentration géographique de certaines industries, comme l'automobile... Enfin, en ce qui concerne les travailleurs agricoles, ce serait dû à une élévation du niveau de vie dans les pays d'où étaient originaires la plupart d'entre eux !

Les patrons, bien sûr, ne se posent aucune question sur les conditions qu'ils proposent.

Pourtant, par exemple, si les emplois saisonniers ont du mal à être pourvus, c'est bien avant tout parce qu'il s'agit de travaux pénibles, sous-payés, obligeant ceux qui les accomplissent à partir de chez eux pour toute une période, en ne trouvant sur place que des conditions de logements indignes. Un saisonnier raconte que, dans les stations de ski, « certains employeurs louent non pas des chambres mais des lits où les travailleurs dorment à tour de rôle, de façon à ce qu'ils soient occupés 24 heures sur 24 ». Et l'été, c'est le baraquement ou le camping...

Et pour les autres emplois, qu'offre-t-on aux chômeurs ? La précarité, qu'il s'agisse d'intérim ou de CDD, des salaires déjà insuffisants quand on travaille à temps plein – mais bien souvent le travail à temps partiel imposé est tout ce qu'on leur propose – la flexibilité qui se généralise, les conditions qui se dégradent.

Alors, les patrons peuvent se plaindre qu'ils ne trouvent pas de personnel et regretter, comme le faisait Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France, que cela « freine une croissance qui pourrait être encore plus brillante » ! Tant que cette « croissance » ne profitera qu'aux possédants et non pas à ceux qui la créent par leur travail, il n'y aura pas de quoi être surpris.

M.L.

Sans-papiers

MANIFESTATION LE 19 AOÛT

C'est le 23 août 1996 que les gendarmes brisaient à la hache les portes de l'église Saint-Bernard à Paris pour en évacuer les sans-papiers qui s'y trouvaient.

La coordination nationale des sans-papiers organise une manifestation pour rappeler à l'occasion de cet anniversaire que le problème aujourd'hui n'est toujours pas réglé, et pour rappeler encore

une fois l'exigence de la régularisation de tous les sans-papiers et de l'abrogation des lois Pasqua-Debré-Chevènement.

Samedi 19 août à partir de 14 heures à Paris, place de la République

Lutte Ouvrière soutient cette manifestation

LES VÉRITÉS CONTRADICTOIRES DE ROLAND DUMAS

■ Des documents provenant des archives gouvernementales ont été rendus publics par le journal *Le Monde*, à propos de la vente de six frégates de Thomson à Taïwan, en 1991. A cette époque, la France cherchait des débouchés économiques auprès de la Chine. Comme gage de sa bonne volonté, le gouvernement avait alors décidé de geler la livraison des frégates à Taïwan, son rival politique. Pourtant, quelques mois plus tard, il changeait d'attitude.

Roland Dumas, alors ministre des Affaires étrangères, a toujours nié sa participation à cette affaire, face à la justice qui l'accusait d'avoir touché une commission. Il a certifié avoir «*éconduit*» son amie Christine Deviers-Joncour qui le poussait à revoir sa position, et manifesté son «*opposition persistante*» à ce contrat.

Or, les archives publiées par *Le Monde* montrent que, tout au contraire, dans une note adressée à Mitterrand en mai 1991, c'est bel et bien lui qui a «*suggéré*» au chef de l'Etat «*de donner le feu vert*» à la livraison des frégates, suggestion réitérée le mois suivant lors d'une réunion interministérielle.

Le fait que sa compagne, Christine Deviers-Joncour, ait reçu d'Elf la promesse de toucher 160 millions de francs si l'affaire se concluait n'a évidemment aucun rapport avec sa suggestion...

Maintenant, Roland Dumas dit que c'est Mitterrand lui-même qui aurait pesé en faveur de cette vente. C'est possible,

même s'il est facile de faire parler les morts, qui ne vous contrediront pas.

Toujours est-il que tous ces gens disent représenter et

défendre les «valeurs républicaines». Dumas était le président du Conseil constitutionnel, qui se veut le garant de la légalité, avant qu'il faille le

pousser beaucoup pour qu'il démissionne. Ces gens n'hésitent pas à défendre leurs petits intérêts personnels. Et ils sont tellement sûrs de leur

droit à puiser dans la caisse qu'ils ne préparent même pas de défense cohérente lorsqu'ils sont, comme Dumas, pris la main dans le sac.

Elf protégé par le «secret-défense» CIRCULEZ, Y'A RIEN À VOIR ! ET POURTANT...

Le feuilleton des affaires Elf a connu une nouvelle péripétie, qui ne sera sans doute pas la dernière. Le juge Van Ruymbeke, chargé d'instruire cette affaire, et qui dans ce cadre voulait consulter des dossiers auprès de l'administration des douanes concernant les transactions -le mot noble pour qualifier les magouilles- réalisées par le groupe Elf-Aquitaine dans le cadre du rachat d'une compagnie espagnole, puis d'une compagnie de l'ex-Allemagne de l'Est, s'est heurté à une fin de non-recevoir. En effet ces dossiers sont classés «secret-défense», donc totalement inaccessibles à quiconque, même à un juge d'instruction. Pour y avoir accès il faut obtenir une dérogation soit du ministre de tutelle, en l'occurrence l'actuel ministre des Finances, Fabius, de qui dépend l'administration des douanes, soit du Premier ministre, après avis d'une commission consultative, désignée par ce même Premier ministre. Comme on peut constater, on sait verrouiller les secrets.



Elf : corruption, magouilles et exploitation des richesses de nombreux pays pauvres.

Notre juge s'est étonné de ce blocage, et cela se comprend, d'autant que cette affaire, concernant des contrats civils, n'a absolument rien à voir avec la Défense nationale. Ses investigations portent sur des versements occultes effectués par le groupe Elf en 1991 et en 1992 à des intermédiaires privés qui porteraient sur des sommes fort coquettes, puisque la première transaction aurait permis à son bénéficiaire de toucher une commission de 400 millions de francs; la deuxième

n'aurait rapporté que 330 millions aux intercesseurs, qui cette fois étaient deux. Mais il est probable que ces sommes ont ensuite été redistribuées à d'autres bénéficiaires. A voir les «affaires» qui défraient la chronique, entre autres l'affaire des «frégates» qui, soit dit en passant, implique elle aussi les ex-dirigeants de Elf, de telles péripéties sont monnaie courante, c'est le cas de le dire.

Si l'invocation du «secret-défense», c'est-à-dire d'une procédure qui fait que ce sont

des ministres qui détiennent seuls la clef du mystère, n'est pas courante, par contre la pratique du secret dans les affaires, elle, l'est. Il est d'usage en effet que les affaires se traitent de la sorte. Avec des intermédiaires qui gardent l'argent des commissions, mais aussi avec de généreuses distributions de pots-de-vin. Si les faits et les personnes restent dans l'ombre, la technique est connue. A tel point que ceux qui malencontreusement se voient pris la main dans le sac, parce qu'ils ont franchi la frontière mal définie entre ce qui est légal et illégal, s'étonnent des reproches et des procès qu'on leur fait.

Les affaires étant les affaires, le fonctionnement du capitalisme suppose corruption et magouilles. Ce serait donc la moindre des choses que la population puisse voir ce qui se passe dans les coulisses du monde des affaires, et qu'il n'y ait plus ces domaines réservés, ni de secrets-défense, ni de secrets tout court.

J.P.V.

UNE REPRISE.... QUI NE PROFITE QU'AU PATRONAT

Les chiffres récents prouvent que tout va mieux que jamais... pour le patronat. L'année 2000 s'annonce déjà, selon la presse patronale, comme un grand cru pour les bénéfices. Cela n'a rien de très original, puisque les années se suivent, et les profits continuent de grimper. Chaque année, à l'époque des bilans financiers des entreprises, la presse économique s'étrangle de satisfaction, et ne trouve plus de superlatifs pour parvenir à décrire la situation. Chaque année devient ainsi «un cru exceptionnel»... en attendant la suivante.

Les entreprises engrangent donc les bénéfices de l'aug-

mentation continue de l'exploitation, de la politique du «produire toujours plus avec toujours moins de travailleurs, et à des cadences toujours plus infernales». Aucun secteur ne semble en reste dans cette grande fête des revenus capitalistes. Dans le secteur bancaire, la Société Générale annonce déjà un bénéfice de 11 milliards de francs... pour les seuls six premiers mois de l'année! Dans la distribution, l'automobile, le bâtiment, le constat est le même. Le groupe Alcatel a vu l'an dernier son chiffre d'affaires augmenter de 37 %, Michelin de 13,5 %, Usinor de 22 %, Saint-Gobain de 25 %... La quasi-totalité

des grandes entreprises françaises, à de très rares exceptions près, ont connu en 1999 une augmentation à deux chiffres de leur chiffre d'affaires.

Les capitalistes se portent donc bien. Et il n'est pas anodin, de ce point de vue, que le groupe qui a connu la plus forte croissance en 1999 (+ 40 %)... soit le spécialiste du luxe LVMH, dont certaines des marques, Vuitton ou Christian Dior, ne font pas précisément partie des produits de consommation quotidienne des travailleurs, mais de la consommation de luxe, celle des classes les plus privilégiées. P.V.

Agglomération rouennaise

DEUX MORTS PAR ACCIDENT DU TRAVAIL EN MOINS D'UN MOIS

Le 12 juillet, un ouvrier de 29 ans a fait une chute mortelle à l'usine Grande-Paroisse (Groupe Elf-Atochem) de Grand-Quevilly. Pour intervenir sur un toit, une nacelle devait être utilisée. Mais ce n'était pas possible semble-t-il. Un échafaudage a été monté. Mais toutes les garanties de sécurité n'étaient pas réunies puisque l'ouvrier monté sur le toit est passé au travers.

Et puis, le 3 août, c'est un ouvrier de 40 ans qui a fait une chute mortelle d'un échafaudage à l'usi-

ne Otor de Saint-Étienne-de-Rouvray.

Dans les deux cas, il s'agissait d'ouvriers travaillant pour une usine sous-traitante. Pour celles-ci en particulier, les conditions de travail sont de plus en plus difficiles, car les temps d'intervention sont calculés au plus juste et le matériel utilisé pas toujours adapté, au mépris de la sécurité.

Dans ces usines, comme partout ailleurs, la loi du profit est la seule loi en vigueur... au péril de la vie des ouvriers.

Il y a 55 ans : HIROSHIMA

L'anniversaire, le 6 août, de la destruction de la ville d'Hiroshima par un seul avion, portant une seule bombe, en 1945, à la fin de la guerre entre les USA et le Japon, n'a pas eu droit à beaucoup de place dans la presse.

C'est que cela n'intéresse plus personne : une ville ouvrière car industrielle, 150 000, voire 250 000 hommes, femmes, vieillards et enfants, soit la moitié de la population, volatilisé ou «vitrifiés» comme disent aujourd'hui les militaires. Bien sûr, ces morts ne sont encore rien par rapport à toutes les autres horreurs, toutes plus abominables les unes que les autres, de cette guerre. On avait déjà vu, comme à Dresde en Allemagne, autant de morts en 24 heures par des bombardements avec des bombes incendiaires. On venait d'apprendre, trois mois auparavant, l'horreur absolue des camps d'extermination.

Mais cette bombe et la deuxième qui suivit trois jours plus tard sur la ville de Nagasaki provoquèrent dans le monde entier la stupeur et l'horreur. Il y eut les victimes qui subirent les milliers de degrés du cœur de l'explo-

sion, celles qui furent, bien plus loin, victimes de son énorme souffle, mais surtout toutes celles qui, plus loin encore, n'avaient subi ni le feu ni le souffle et qui moururent immédiatement ou des heures, ou des jours et des mois plus tard, d'atroces brûlures dues à un phénomène invisible : le rayonnement atomique. Sans parler des enfants victimes, des années plus tard, de malformations.

Cette horreur voulait frapper l'opinion et y a réussi. Les dirigeants alliés craignaient que l'effondrement du Japon, que porter la guerre sur son sol ne déconsidèrent l'armée, l'État et l'empereur et ne provoquent une révolution.

L'un des buts, sordides, des USA était de frapper la population de terreur et de permettre à l'empereur et à ses généraux de capituler devant une arme contre laquelle il n'y avait pas de défense possible. Autrement dit plusieurs centaines de milliers de Japonais furent sacrifiés par les dirigeants américains pour sauver Hiro-Hito, le réactionnaire empereur du Japon.

L'autre but, tout aussi sordide, était de démontrer que les USA étaient absolument

invincibles et pouvaient mettre à genoux n'importe quel adversaire, dont l'URSS. On ne parlait pas encore de guerre froide mais chacun savait qu'il ne restait, à l'époque, que deux superpuissances.

Alors les volatilisés, les brûlés d'Hiroshima et de Nagasaki ont servi à faire cette démonstration vis-à-vis de l'URSS et du reste du monde.

Depuis, et pendant des années, ce fut une course effrénée aux armements atomiques ; entre les USA et l'URSS mais la Grande-Bretagne, la France et peu à peu bien d'autres s'y engagèrent aussi. Les explosions en plein air montraient qu'on possédait bien l'arme qui passait pour absolue.

Ensuite, ce fut la course aux «vecteurs». D'abord des bombardiers que l'on appelait stratégiques car ils pouvaient, à partir des USA, emmener une bombe en n'importe quel point du globe. Puis ce furent les fusées intercontinentales et cela ne s'arrêta que lorsque

trop de pays eurent acquis les mêmes possibilités techniques.

Que d'énergie, que de travail, que d'argent gaspillés, heureusement en pure perte. La population européenne n'était pas encore sortie du retard économique dû à la guerre en Europe. Les pays du Tiers Monde s'enfonçaient dans une misère sans nom.

Tout cela pour maintenir ce qu'on appelait cyniquement «l'équilibre de la terreur» et qui a servi à enrichir les industriels gravitant autour de ces technologies,

avec l'argent des États, dont la France, qui se sont endettés et qui, pendant quinze ou vingt ans, ont appauvri leur population.

Et tout cela a commencé au-dessus d'un port japonais, une très belle journée d'été, par ce qui n'était qu'un point lumineux tombé d'un avion et vers lequel des enfants, des femmes, des vieillards levèrent les yeux en ignorant que l'ère de l'énergie atomique allait commencer par un abominable massacre.

(Éditorial des bulletins d'entreprise du 7 août)



Allemagne

ATTENTATS RACISTES

L'explosion d'une bombe à la gare de Düsseldorf, le 27 juillet dernier, est probablement une nouvelle manifestation de l'activisme d'extrême droite en Allemagne. Mais cela fait malheureusement des années que de tels actes de violence raciste sont régulièrement perpétrés dans ce pays.

Il existe en Allemagne, depuis des dizaines d'années, des groupes activistes se réclamant du nazisme. Il n'est pas certain, au point où en est aujourd'hui l'enquête, que ce soit l'un de ces groupes qui soit à l'origine de l'attentat. Mais c'est plus que probable, puisque celui-ci visait des

immigrés juifs d'ex-URSS – sept d'entre eux ont été blessés. Les actes racistes, si l'on en croit la presse, deviennent quasi quotidiens en Allemagne. Dans les quatre derniers mois, ce sont 157 délits antisémites qui ont été recensés, allant des lettres de menaces aux insultes, en passant par la profanation de cimetières juifs et même de monuments érigés sur les lieux des anciens camps d'extermination.

Ces actes racistes n'ont malheureusement rien de nouveau : il semble simplement que depuis quelques années, les cibles aient changé, et que ces actes soient, plus délibérément qu'avant, antisémites. On se souvient en effet que dans la dernière décennie, c'était plus fréquemment les immigrés turcs qui étaient la cible des imbéciles racistes au crâne

rasé, avec notamment les incendies criminels de foyers d'immigrés.

Bien sûr, le phénomène néonazi en Allemagne n'a rien de récent : le principal parti de ce type, le NPD, a été fondé en 1964 par d'anciens responsables du parti national-socialiste de Hitler. Et ce NPD recueillait déjà 7,3 % des voix en Bavière aux élections de 1966. Et faut-il rappeler que la stupidité raciste n'a pas de frontière ; il n'est que de voir Le Pen et ses émules en France.

Mais il se trouve aussi que dans l'Allemagne d'après la réunification, la « conversion » au capitalisme, à marche forcée, de l'ex-RDA a jeté sur le carreau des centaines de milliers de travailleurs ; et c'est parmi les jeunes chômeurs, désorientés et démoralisés, laissés sans perspective politique,

que l'extrême droite recrute bon nombre de ses membres.

Alors face à une telle situation, face à ces actes odieux, les discussions qui ont cours en Allemagne sur la nécessité d'interdire ou non les groupes néonazis sont aussi vaines que celles qui ont eu lieu en France, naguère, à propos du Front National.

Le racisme et le néonazisme sont bien une gangrène, qui infecte la société malade du capitalisme. Mais c'est justement sur le terrain même de la lutte contre le capitalisme que l'on peut les combattre, en Allemagne, comme ailleurs.

P.V.

Au sommaire de Lutte de Classe n°52 (été 2000)

- **France 1997-2000** : le désastreux bilan pour les travailleurs de trois ans de gouvernement de gauche plurielle
- **Italie** La déconfiture du centre-gauche
- **Haïti** Elections fabriquées et encadrement des quartiers pauvres
- **Loi d'orientation pour les départements d'outre-mer** Un emballage sur le changement de

- statut pour faire passer des mesures favorables au patronat
- **Etats-Unis** L'argent public transformé en profit privé
- **Municipales 2001** Discussions LO-LCR
- **Tribune de la minorité** Des coups de hache de Saint-Bernard à l'expulsion de la Bourse du Travail de Lille, comment la gauche a floué les sans-papiers

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres.

Grande-Bretagne

PSA ET LA FLEXIBILITÉ QUI PASSE MAL

Peugeot a une usine en Grande-Bretagne à Ryton, près de Coventry. Elle n'a jamais aussi bien marché et produit essentiellement pour l'exportation.

Il faut dire que PSA a été le premier groupe automobile à introduire la flexibilité en Grande-Bretagne, il y a quelques années, sous la forme d'un volant annuel d'heures supplémentaires obligatoires, à faire en fonction des besoins de la production avec un préavis minime. Puis PSA a réduit les majorations, ce qui a conduit à des mouvements de colère que

les appareils syndicaux ont eu bien du mal à contenir. Enfin, l'an dernier il a introduit une équipe VSD (vendredi-samedi-dimanche) qu'il a fait passer en promettant des embauches pour cette équipe et surtout en supprimant la nuit du vendredi pour les autres équipes. A ceci près que les «embauchés» ne se sont vu offrir que des contrats temporaires. Tout cela s'est fait, bien sûr, au nom de la nécessité de rendre l'usine de Ryton capable de résister à la concurrence des autres usines Peugeot du continent -sinon la production irait ailleurs, disait la direction.

Seulement aujourd'hui, PSA pousse le bouchon un peu plus loin. D'un côté les VSD se voient intimer l'ordre de travailler en plus le lundi par rotation. De l'autre, l'horaire hebdomadaire baisse de 39h à 36h45 pour les autres équipes, mais sur la base d'une moyenne calculée sur six semaines avec des «pointes» de 46 heures, sans que les heures supplémentaires obligatoires disparaissent pour autant. Surtout la nuit du vendredi redevient travaillée. Et toujours pour être plus «compétitif» qu'ailleurs, bien sûr, sinon...

On peut mesurer la réaction à ce nouveau tour de vis par un vote à 86% en faveur de la grève illimitée qui a pris de court les appareils syndicaux. En fait de grève illimitée, ceux-ci ont fait durer les choses. Ils ont fini par appeler à deux journées de grève qui ont paralysé la production puis, comme on se rapprochait de la fermeture annuelle de trois semaines de l'usine, ils ont repoussé tout autre action au mois de septembre, espérant sans doute que la colère retombera d'ici là. Mais peut-être cette fois-ci leur calcul, qui est aussi celui de PSA, se révélera-t-il faux.

F.R.

USA

« FRACTURE SOCIALE » D'OUTRE-ATLANTIQUE

Comme il était prévisible, George W. Bush vient d'être désigné par la convention du Parti Républicain comme son candidat pour les élections présidentielles américaines de novembre prochain.

Les thèmes développés dans sa campagne pour convaincre son électoral étaient eux aussi prévisibles. Fils d'un ancien président, lui-même gouverneur du Texas, George W. Bush a bâti sa réputation sur des prises de positions réactionnaires, face au droit à l'avortement par exemple, mais surtout en se déclarant un fervent partisan de la peine de mort. Le Texas connaît le plus fort taux d'exécutions capitales et, systématiquement ou presque, Bush refuse toute grâce ou tout recours aux condamnés.

Mais ce qui aurait pu surprendre - si l'on n'était à quelques mois des élections - c'est un ton «social» qu'on ne lui connaît pas. Il s'est ainsi penché sur les problèmes des minorités, la pauvreté, les exclus de la croissance... On aurait cru entendre un Chirac parler de «réduire la fracture sociale». Bush, lui, appelle cela le «conservatisme de compassion». Aux États-Unis comme en France, les présidents ou futurs présidents ne manquent pas de culot.

Italie

LA FIN DE L'UNITÀ

L'Unità a cessé de paraître. Samedi 29 juillet, l'ancien quotidien de l'ancien Parti Communiste Italien a disparu des kiosques, pour cause de dettes accumulées.

L'Unità avait été lancée en 1924 par le Parti Communiste d'Italie qui comprenait alors entre autres comme dirigeants Antonio Gramsci, Amadeo Bordiga et aussi le futur dirigeant stalinien Palmiro Togliatti. Le premier numéro, sorti à Milan le 12 février 1924, portait en sous-titre : «*Quotidien des ouvriers et des paysans*». Il indiquait que seul le prolétariat pourrait vaincre le fascisme, alors au pouvoir et instrument de la grande bourgeoisie.

L'Unità dut par la suite devenir clandestine. Lorsqu'elle ressortit légalement à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce fut comme l'organe d'un PC italien devenu stalinien et pour qui la lutte contre le fascisme était devenue un prétexte à s'allier avec les partis bourgeois. Après la chute de Mussolini en 1943, le PCI participa aux gouvernements et aida la bourgeoisie italienne à reconstruire son appareil d'État et son économie ébranlés par la guerre, avant d'être rejeté en 1947 dans l'opposition

pour de longues années, et pour n'y revenir que sous un autre nom.

Depuis 1991 en effet, le PC italien est devenu le PDS (Parti démocratique de la gauche) abandonnant l'appellation « communiste » pour abandonner même, quelques années après, le mot de « Parti » et devenir simplement « les Démocrates de gauche » (DS - Democratici di Sinistra). Parvenu au gouvernement, puis au poste de président du Conseil en la personne de son principal dirigeant Massimo D'Alema, il s'est fait le promoteur d'une des pires politiques d'austérité antiouvrière, de privatisations, de subventions au patronat, de déréglementation dans tous les domaines aux dépens des conditions de vie et d'emploi des travailleurs.

L'Unità, elle, était un quotidien en principe indépendant, mais dans lequel les DS détenaient encore 25 % des parts et qui reflétait bien sûr leur politique.

On comprend que les travailleurs, les militants échaudés par la politique de cet ex-PC devenu un des meilleurs partis de gouvernement du grand capital, se soient détournés de L'Unità en même temps qu'ils se détournèrent des DS eux-mêmes.

Les DS, qui ont liquidé il y a quelques années le PC italien, ne veulent pas engager de dépenses pour sauver le journal qui fut son quotidien. L'Unità reparaitra peut-être... s'il se trouve des capitaux privés pour reprendre le titre. Mais il y a bien longtemps que celui-ci a été vidé de toute substance, communiste ou tout simplement de classe.

A.F.



Bourm/Italie

NICOLAS II PARMIS LES SIENS

Le 19 août, Nicolas II, dernier tsar de toutes les Russies, et sa famille, épouse et descendance, seront canonisés par l'Eglise orthodoxe. Pas pour ses activités de souverain mais parce que «*resté jusqu'au bout fidèle à sa patrie. Sa correspondance prouve qu'il était prêt à mourir en chrétien*».

Sa correspondance nous prouve bien d'autres choses, entre autres que sa fidélité à sa patrie ne l'incitait nullement à la moindre commisération pour ceux qui la peuplaient.

Dès le début de son règne, il félicitait un régiment qui avait tiré sur des ouvriers. Toute sa vie, il lut avec plaisir des rapports de police relatant comment des étudiants «*à cheveux courts*»

avaient été frappées à coups de cravache par des Cosaques ou comment des Juifs avaient eu le crâne fracassé dans des pogroms. Il vivait entouré de grigris, conseillé par un moine ivrogne qui soignait son fils, le tsarévitch, atteint de leucémie, par des émanations d'encens administrées à la lueur des cierges ! On ne pourrait être mieux averti des vertus de la charité chrétienne.

Pour quelques-uns, Saint Nicolas évoquait un vieux bonhomme concurrent malchanceux du Père Noël qui, à la fin de l'année, distribuait des bonbons et des joujoux aux petits enfants. Ils risquent d'y perdre leurs dernières illusions chrétiennes.

A.V.

Hôpitaux

CRISE AUX URGENCES, LE FEUILLETON DE TOUS LES ÉTÉS

Urgences surchargées, lits introuvables, comme tous les étés, les hôpitaux croulent sous... le manque d'effectif.

Le manque de personnel dans les hôpitaux à tous les niveaux -médecins, personnels soignants, ouvriers, de ménage...- est connu. C'est toute l'année qu'il faut courir, effectuer des remplacements au pied levé et travailler dans des conditions pénibles, tant pour le personnel que pour les patients. Cette pénurie de personnel avait d'ailleurs en grande partie motivé les mouvements de grève des hôpitaux de l'hiver dernier.

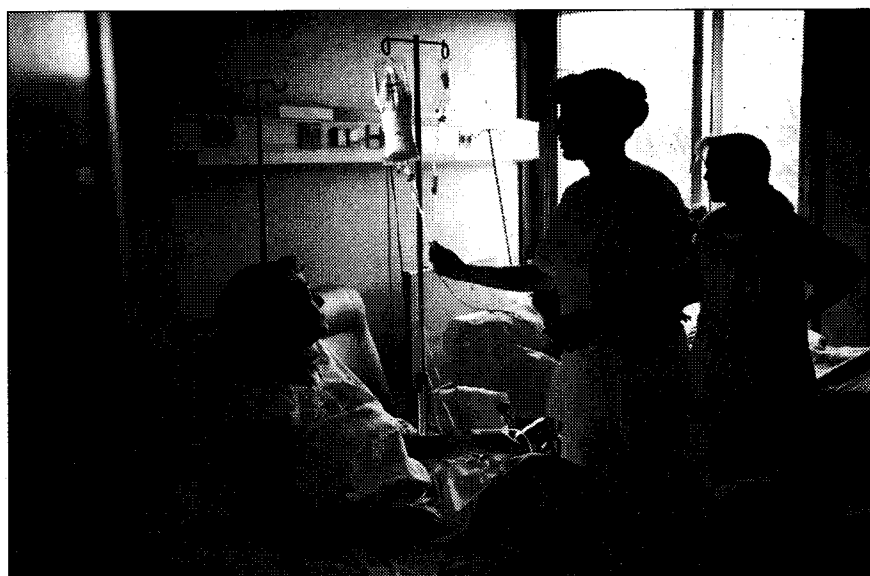
Mais durant la période estivale, la situation est pire encore. D'une part, la charge de travail est souvent plus lourde. L'hôpital doit pallier les absences des médecins de ville; dans certaines villes touristiques, l'afflux d'estivants nécessiterait d'augmenter sensiblement les effectifs pour faire face à la demande. Mais - et c'est là

l'essentiel du problème -, partout en cette période, les hôpitaux tournent avec moitié moins de personnel, faute de remplacer les départs en congés annuels. Du coup, d'une situation de sous-effectif chronique déjà pénible, on passe à une situation de crise, avec engorgement des services, baisse sensible de la qualité des soins, attente de plus en plus longue. Nombre de consultations aux urgences se passent debout dans la salle d'attente. À cela s'ajoute la restructuration hospitalière qui se traduit par la fermeture de lits. À l'hôpital Saint-Antoine, dans le XII^e arrondissement de Paris, un tiers des lits d'hospitalisation ont ainsi été supprimés cet été et des malades souffrant de cancer ou d'autres maladies tout aussi graves se sont vus attendre vingt-quatre, voire quarante-huit heures, sur un brancard, dans les couloirs, qu'on leur trouve un lit. Et cette situation pousse des malades à avoir

recours à des services urgentistes privés, plus coûteux, et encourage le développement d'une médecine à deux vitesses.

Le personnel, lui, doit subir les jongleries de l'encadrement pour tenter de faire face. On demande à des personnels de jour d'assurer des gardes de nuit. Ce sont les horaires à rallonge, l'ajournement des jours de repos, au mépris de la vie privée de chacun.

Comme lors de la dernière épidémie de grippe où s'était illustrée la même triste pagaille, les hôpitaux se trouvent totalement démunis face à une situation pourtant hautement prévisible. C'est que, pas plus dans ce domaine que dans le reste de l'économie, la gestion des effectifs ne s'effectue en fonction des besoins de la population, pré-



voyant un remplacement pour un départ, anticipant les pics d'activité et assurant en temps voulu la formation du personnel nécessaire. Les «schémas directeurs» qui décident, par région et sous l'égide du ministère de la Santé, l'ouverture et la fermeture de lits, la création ou la suppression de postes dans

les hôpitaux n'ont pas cette fonction-là mais bien celle de faire des économies sur la santé et de rendre l'hôpital rentable, sur le dos du personnel de santé et des patients, en premier lieu des plus pauvres. Une logique qu'il est urgent d'inverser.

Louise MATISSE

France Télécom

Centre de renseignements téléphoniques de Bayonne

ASSEZ DE LA GALÈRE AU 12 !

Au CRT de Bayonne où nous sommes quarante opérateurs à travailler en brigade de 8 h à 22 h 15 ou en journée, chaque jour de la semaine week-end compris, nous devons supporter des conditions de travail de plus en plus éprouvantes, car la direction de France Télécom tente de faire passer chaque opérateur de la gestion manuelle des appels du 12 à la gestion automatique gérée par ordinateur.

Cela signifie pour l'opérateur que le temps entre chaque appel, qui est de 14 secondes en manuel, n'est plus que de 5 secondes en automatique, et elle voudrait bien le faire passer en automatique à 3 secondes pour tout le monde.

Avant même d'arriver à son poste, on est déjà dans l'ambiance «course de vitesse». Des panneaux lumineux installés au-dessus de la porte indiquent en permanence le nombre de personnes en poste, celles présentes mais qui ne

sont pas en ligne, le nombre d'appels en attente et le temps d'attente moyen de l'abonné avant d'avoir une réponse.

Et pour être sûr qu'on oublie pas d'enregistrer ces informations, on nous les commente lors des réunions mensuelles d'équipes, avec des comparaisons sur les temps de réponse moyens entre les différents centres régionaux implantés à Tarbes, Pau et Labouheyre, un petit village des Landes où travaillent douze personnes. Au total, sur les quatre centres, nous sommes 145 opérateurs à supporter ce régime, soit en manuel, soit en automatique.

Chaque jour, ce sont des pressions pour gagner des secondes. Dès notre arrivée, on se connecte, on enfle l'appareil micro-écouteur sur la tête, on inscrit son nom d'opérateur, et c'est parti pour sept heures. Un appel entre immédiatement; nous avons 9 secondes pour prendre l'abon-

né, et il faut traiter l'information en 41 secondes; et c'est pas moins de 50 appels par heure qu'on nous demande de traiter. A raison de 10 minutes de pause par heure, cela veut dire qu'on est en permanence branché. Et pas question bien sûr de discuter avec l'usager qui demande un renseignement. Nous sommes nous-mêmes sur écoute, des tests sont fréquemment réalisés. On ne sait jamais, des fois qu'on dise à l'usager que le tarif de connexion coûte 2,92 F d'une cabine publique, alors que c'était gratuit il y a encore peu de temps, 4,46 F d'un poste fixe, et 5,50 F à partir d'un mobile.

Bref, la direction de France Télécom tente de faire des gains par tous les bouts, sur l'usager comme sur les travailleurs du groupe. Mais une chose est sûre: les opérateurs en ont ras le casque!

Échos des entreprises

Dans les entreprises, le travail précaire, qu'il s'agisse d'intérim ou de contrat à durée déterminée, se développe et le passage aux 35 heures à la sauce Aubry a aggravé les conditions de travail. En voici des échos au travers de quelques bulletins d'entreprises Lutte Ouvrière.

FLEXIBILITÉ

De plus en plus, dans les services, on demande d'assurer des permanences, de modifier ses horaires personnels, de sortir plus tard ou d'arriver plus tôt.

Tout cela va dans le sens de ce que la direction concocte

comme projet «RTT» pour la rentrée et de la remise en cause de nos acquis.

RTT, pour la direction, ne veut pas dire Réduction du Temps de Travail mais plutôt Rabioter Tout le Temps.

Bulletin Lutte Ouvrière - AGF Groupe Allianz, Paris

VOLONTAIRES OBLIGÉES

Il y a de plus en plus de femmes intérimaires qui travaillent de nuit. Elles seraient, paraît-il, volontaires, d'après la direction.

Volontaires? Quand on a

deux ou trois enfants à nourrir, un mari dont le boulot n'est pas sûr, ou bien quand on est jeune et que l'on a pas trouvé autre chose... alors oui, on devient «volontaire» par obligation!

BOULOT, BOULOT, Y'EN A MARRE !

Dans certains secteurs, c'est toujours la course aux heures: les week-ends sont travaillés et même le 14 juillet, beaucoup d'entre nous, surtout des intérimaires, ont dû venir.

Ce n'est pas qu'on tenait à défilé le 14 juillet, mais on aurait préféré prendre l'air.

Bulletin Lutte Ouvrière - Vistéon, Gondcourt (Nord)

IRRATIONALITÉ CAPITALISTE

Certains d'entre nous, en CDD, remplacent successivement différents collègues en CDI, malades ou en congé. Plusieurs sont là depuis plus d'un an...

Or, le chef du personnel sait

très bien que, sur un effectif de 500 personnes, il y en a toujours de malades ou en congé. Alors, comment peut-il justifier que les CDD ne soient pas embauchés définitivement?

Bulletin Lutte Ouvrière - AGFA, Pont-à-Marcq (Nord)

Bertrand-Faure (Nogent-sur-Seine)

UN REcul DE LA DIRECTION

Les travailleurs de l'usine Bertrand-Faure, à Nogent-sur-Seine, ont décidé la fin de leur grève le jeudi 3 août. La direction leur avait annoncé la fermeture du site début mai. Ils s'étaient mis en grève le 27 juillet lors de l'annonce de la suppression de la prime de rendement. Leur grève suivant celle des ouvriers de Cellatex à Givet, ils menacèrent de faire « sauter » l'usine si on ne leur donnait pas des indemnités de licenciement conséquentes : 36 mois de salaire.

Ce qu'ils ont obtenu est inférieur à cette revendication : 165 000 F d'indemnités s'ils rompent leur contrat de travail, ou bien ils pourront continuer à percevoir 90 % de leur salaire pendant 9 mois et au-delà percevront 120 000 F. En tout cas devant leur colère et leur menace ils ont en une semaine obligé le patron à des concessions.

Bertrand-Faure n'est pas une petite entreprise : elle fait partie de Faurecia, équipementier automobile qui en 1998 avait un chiffre d'affaires de 26 milliards de francs et employait 29 000 personnes.

Lié à Peugeot dont il est un des fournisseurs privilégiés, ce groupe affirmait ne pas pouvoir assurer le salai-

re des 236 salariés de l'entreprise de Nogent-sur-Seine !

A l'heure où gouvernement et médias nous ressassent la reprise, la baisse du chômage... de nombreux salariés de petites, moyennes ou même grandes entreprises sont confrontés aux licenciements et même à la fermeture totale de celles-ci.

Ainsi ces derniers jours, c'est BNP-Paribas qui annonce 4 300 suppressions d'emplois sur trois ans.

Partout en France il y a ainsi des travailleurs qui devraient en cette période « florissante » subir la loi du profit par le biais de plans dits « sociaux ». Les coups de colère des travailleurs de Cellatex, d'Adelshoffen ou de Bertrand-Faure montrent qu'ils n'y sont pas disposés, à juste titre, et le font savoir y compris avec l'énergie du désespoir.

Mais ce que cèdent les Bertrand-Faure et autres licenciés face à cette colère n'est encore rien face à ce qu'ils devraient payer. Il n'y a aucune raison que les travailleurs se retrouvent à la rue après dix, vingt ou trente ans passés dans une entreprise, alors que le patronat dans son ensemble fait des affaires d'or. Ce serait la moindre des choses de leur garantir non pas seu-

lement une prime, mais au moins le paiement intégral de leur salaire aussi longtemps qu'ils n'auront pas retrouvé un emploi au moins équivalent. Ce serait aussi la moindre des choses,

en fait, d'interdire les licenciements, sous peine de réquisition, de toutes les grandes entreprises qui font des profits.

Pour tout cela bien sûr, il faudra prendre sur les flo-

risants profits patronaux. Et c'est une lutte de l'ensemble du monde du travail qui serait nécessaire pour l'imposer.

Samuel LATAN

Hôpital d'Argenteuil

NON AU LICENCIEMENT !

Le 25 juillet, Edith Lecoq, infirmière à l'hôpital d'Argenteuil, a appris que le directeur de l'établissement décidait sa révocation de la fonction publique, c'est-à-dire son licenciement pur et simple. En fait, un conflit opposait le directeur et les salariés de l'équipe de nuit, dans laquelle travaille Edith, à propos de l'aménagement du temps de travail. Le plan du directeur ferait perdre environ 2300 F par mois au personnel de nuit et était rejeté massivement. C'est à la suite de la dernière AG du personnel, où le directeur était présent, qu'Edith s'est vu notifier une sanction. Et c'est bien pour se débarrasser d'une militante syndicaliste active et entourée, organisant la riposte aux plans du patron,

que celui-ci a monté de toutes pièces un dossier contre elle. Il a demandé à ses cadres de pister Edith et de produire des témoignages prouvant qu'il lui arrivait de se trouver dans les services voisins. Et c'est sur ce prétendu grand crime qu'il l'a mutée dans un premier temps en équipe de jour (lui faisant perdre 3000F par mois sur la paie et du même coup éjectant une représentante syndicaliste du service de nuit), puis l'a fait passer en conseil de discipline (lequel a désavoué le directeur en refusant de voter toutes les sanctions proposées) et enfin, passant outre cet avis, il a décidé brutalement et arbitrairement de son licenciement, sans autre avertissement ni blâme préalable.

Le personnel de l'hôpital a signé massivement une pétition dénonçant ces attaques inadmissibles (d'ores et déjà

plusieurs centaines de signatures) et la population d'Argenteuil l'a fait également. Il faut savoir que le maire d'Argenteuil (du Parti Communiste) est président du conseil d'administration de cet hôpital municipal et n'a pas jugé bon d'intervenir pour le moment.

Pour le directeur, il s'agit non seulement de se débarrasser d'une travailleuse combative mais même de décapiter un syndicat gênant, le syndicat SUD nouvellement créé dans l'hôpital. L'autre seul syndicat présent sur l'hôpital, la CGT, n'a pas réagi pour le moment.

Un comité de soutien à Edith a été constitué et nombreux sont ceux, à l'hôpital comme à l'extérieur, que ce licenciement révolte et qui n'ont pas l'intention de le laisser faire.

SNECMA
Corbeil - Essonne

DES SYNDICALISTES-PATRONS RAPPELÉS À L'ORDRE PAR LES TRAVAILLEURS

Jeudi 3 août, le personnel du Comité d'établissement de la SNECMA Corbeil (24 employés) diffusait un tract à tout le personnel du site appelant à se mobiliser le soir même face à un entretien préalable avant licenciement engagé par le directeur du CE contre une employée.

Une cinquantaine de personnes, salariés du CE, de la SNECMA et délégués, étaient donc présentes à l'heure dite.

Il faut dire que l'ambiance

au CE s'est beaucoup dégradée en quelque temps : favoritisme syndical, harcèlement au travail, mutations arbitraires sont devenus monnaie courante. Au point que le tract de la CGT du personnel CE du 3 août répertoriait trois licenciements et deux démissions dans les 14 mois écoulés !

Dans ce contexte, l'idée que le CE puisse encore licencier a provoqué une réaction qui, de la simple manifestation de solidarité avec une employée, est pas-

sée à l'envie d'interdire la possibilité d'un licenciement dans cet organisme. S'en prendre à une embauchée depuis trois mois, qui avait dû faire ses preuves au travail en deux CDD de six mois chacun (bonjour la précarité dénoncée par les syndicats...), ça ne passait pas.

Les salariés CE et SNECMA se sont donc invités à l'entretien, exigeant du directeur du CE qu'il retire sa menace de licenciement. Celui-ci refusa et les salariés

refusèrent... de partir de son bureau tant qu'il n'aurait pas changé d'avis. Incrédule, le directeur/syndicaliste qui n'avait manifestement jamais connu cela, nous a vus nous installer dans son bureau et nous relayer pour tenter de le convaincre. Il nous a même vus étancher notre soif en vidant la bouteille de champagne que nous avons déniché dans le frigo de son bureau...

Des dirigeants CFDT, majoritaires au CE, ont refu-

sé de se déplacer pour régler le problème. Ils se sont contentés de rester cachés dans leur local !

Au bout de trois heures, finalement convaincu que nous ne lâcherions pas, le directeur a promis par écrit qu'il ne sanctionnerait pas. Le personnel du CE pense que ce rappel à l'ordre des dirigeants du CE va inaugurer une période moins tendue dans son travail.

Correspondant LO

Août 1980

LA CLASSE OUVRIÈRE POLONAISE FAISAIT RECULER LE RÉGIME

Il y a vingt ans, en août 1980, la Pologne vivait une mobilisation ouvrière comme on n'en avait pas connue depuis bien longtemps. Des millions de travailleurs commencèrent à occuper massivement leurs entreprises, élisant leurs comités de grève pour mener la lutte, exigeant la liberté de s'organiser, de s'exprimer, tout autant que des revendications économiques. Au plus fort de la grève, la classe ouvrière pouvait sembler maîtresse du littoral de la Baltique. Et l'on vit finalement ce spectacle rarissime d'un haut dignitaire du régime contraint de venir céder aux exigences des grévistes, à l'intérieur même des chantiers navals de Gdansk, qui avaient été le fer de lance de la lutte.

Même si malheureusement la classe ouvrière polonaise fut dépouillée par la suite des bénéfices de sa victoire, ces journées de l'été 1980 restent aujourd'hui encore un symbole de la formidable puissance qui peut être celle des travailleurs lorsque, tous unis, ils entrent en lutte.

La grève aux chantiers de Gdansk

Quand la grève éclata le 14 août 1980 aux chantiers navals de Gdansk, de nombreuses autres usines avaient déjà été touchées. La décision du gouvernement d'augmenter de 50% à 100%, à partir du 1^{er} juillet, le prix de la viande vendue dans les entreprises, avait mis le feu aux poudres dans une Pologne alors durement frappée par la crise. De juillet à la mi-août, près de 200 entreprises s'étaient mises en grève. Le gouvernement avait pourtant réussi à rester à peu près maître de la situation en accordant les augmentations de salaires réclamées aux plus mobilisés, là où



Août 1980 : grève dans une usine de la métallurgie.

la tradition de lutte était la plus forte. Mais lorsque les 17 000 ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk s'y mirent à leur tour, le mouvement changea de caractère.

Ce fut un groupe de travailleurs unis par des années d'action militante commune qui prit l'initiative de déclencher la grève. Certains, comme Lech Walesa, avaient été licenciés des chantiers dans le passé. D'autres y travaillaient encore, et purent au matin du 14 août appeler à la grève dans les ateliers. Ils étaient liés au KOR, le comité de défense des ouvriers fondé après les grèves de 1976 par des intellectuels venus d'horizons différents, oppositionnels du PC polonais, catholiques, sociaux-démocrates, tous des militants dont l'horizon politique ne dépassait pas les idées libérales.

Le 14 août donc, à l'appel de trois jeunes ouvriers du groupe, les chantiers navals de Gdansk basculèrent à leur tour dans la grève. Un comité de grève fut aussitôt élu, dont faisait partie Lech Walesa qui avait réussi à pénétrer dans les chantiers. La nouvelle se répandit comme une traînée de poudre sur le littoral, et dès le lendemain d'autres entreprises de la région rejoignaient le mouvement.

Devant la menace d'une généralisation du conflit, le gouvernement essaya comme ailleurs d'éteindre le feu en donnant satisfaction, au moins partiellement, aux grévistes. Mais

les travailleurs des chantiers ne l'entendaient pas de cette oreille. La négociation étant retransmise à l'extérieur, lorsque la direction proposa 1 500 zlotys d'augmentation, les cris de « 2 000 zlotys », la revendication des ouvriers, ne tardèrent pas à fuser. Les travailleurs des chantiers, à l'initiative de Lech Walesa, prirent la décision d'accepter les 1 500 zlotys, tout en continuant la grève par solidarité avec les autres entreprises. Un nouveau comité de grève fut élu. Ce fut le tournant du mouvement.

La grève s'étend à toute la classe ouvrière

Dans les jours qui suivirent, les travailleurs de la région de Gdansk constituèrent un comité de grève inter-entreprises, le MKS, qui établit une liste de 21 revendications. Il ne s'agissait plus seulement d'augmentations de salaires. Les points politiques y figuraient en tête : syndicats libres, droit de grève, liberté d'expression, réintégration des travailleurs licenciés. Venaient ensuite les revendications sur les salaires, le logement, la santé, les retraites. A partir de cet instant, le mouvement fit tache d'huile sur tout le pays. Bientôt des millions d'ouvriers furent en grève, des MKS se

créaient partout.

À Gdansk même, 6 000 à 10 000 ouvriers occupaient en permanence le chantier. Ils avaient mis en place un service d'ordre efficace pour tenir en respect la milice, faisaient respecter la discipline de la grève, entre autres l'interdiction de l'alcool sur le littoral, et bénéficiaient du soutien massif de la population. À la fin août, le gouvernement capitulait. Ce fut le vice-Premier ministre en personne qui dut pénétrer dans les chantiers entre deux haies d'ouvriers pour venir négocier, et chacun put entendre ce haut dignitaire dire, à l'énoncé de chacun des 21 points du MKS, « J'accepte et je signe ». Et au même moment, des accords semblables étaient signés dans tous les grands centres industriels du pays.

La classe ouvrière frustrée de sa victoire

Par sa formidable énergie, sa capacité à donner une organisation démocratique à sa grève, la classe ouvrière polonaise avait donc fait reculer le pouvoir. Mais le drame, c'est qu'il n'y eut personne pour lui proposer d'aller plus loin, de prendre appui sur cette victoire éclatante pour se préparer à renverser ce pouvoir et à appor-

ter ses propres solutions aux maux dont souffrait la société polonaise. Le syndicat Solidarité, fondé dans la foulée des grèves, fut au contraire dès le début, Walesa en tête, soucieux de donner une tout autre orientation à la classe ouvrière. Il se donna comme référence l'Église catholique et la Pologne bourgeoise d'avant-guerre, celle du maréchal et dictateur Pilsudsky.

Pendant toute l'année 1981, Solidarité ne prépara nullement les travailleurs à la menace sans cesse croissante d'un coup d'état militaire. Et lorsque celui-ci intervint, le 13 décembre 1981, le syndicat se garda bien de tenter d'utiliser la formidable popularité dont il jouissait, y compris parmi les soldats, pour essayer de disloquer l'armée. Le chef de l'Église, dont Solidarité avait fait sa référence politique, suppliait même : « Ne donnez pas vos têtes, frères ouvriers et travailleurs des grandes entreprises ». La classe ouvrière qui, un an plus tôt, avait fait trembler le pouvoir, abandonnée sans perspective dans cette situation dramatique, laissa faire.

Une fois au pouvoir, le général Jaruzelski interdit Solidarité, mais il ne coupa par contre jamais totalement les ponts avec ses dirigeants. C'est ce qui permit à la fin des années 1980, dans un autre contexte, Gorbatchev ayant lâché les dictateurs des « démocraties populaires », une passation de pouvoir en douceur des dignitaires staliniens aux dirigeants de Solidarité.

Ainsi, 20 ans après, on peut certes constater que la victoire spectaculaire des travailleurs polonais en août 1980 n'a pas permis à la classe ouvrière d'aller plus loin et d'améliorer durablement son sort.

Elle a surtout constitué, pour toute une génération d'opposants au stalinisme, un premier pas sur le chemin qui les a portés plus tard au pouvoir. Au premier rang d'entre eux, bien sûr, figure Lech Walesa, dirigeant de la grève devenu dix ans après président de la République. Mais la mobilisation d'août 1980 reste malgré tout le témoignage éclatant de la force que représente une classe ouvrière lorsqu'elle entre massivement en lutte, où que ce soit dans le monde.

Daniel MESCLA

Bonnes feuilles de « Paroles de prolétaires » d'Arlette Laguiller

Nous poursuivons cette semaine la publication d'extraits du livre d'Arlette Laguiller, *Paroles de Prolétaires*, paru au printemps 1999. Ce livre rassemble de nombreux témoignages de travailleurs illustrant ce qu'est aujourd'hui encore la condition de la classe ouvrière.

Dans le chapitre de ce livre intitulé *Femmes au travail*, il présente, parmi d'autres, le témoignage d'une jeune intérimaire de la région de Marseille.

Les tâches de nettoyage retombent principalement sur les femmes, non seulement dans la vie familiale, mais aussi dans la vie professionnelle. Pierrette, qui vit dans la région de Marseille, a effectué plusieurs missions d'intérim

« Ma première expérience de femme de ménage se déroula dans un moulin industriel. On avait beau faire, ce ne pouvait jamais être réellement propre avec la farine qui volait, s'accrochait aux semelles et formait des petits amas plâtreux dès qu'il y avait un peu d'humidité.

Le premier jour, j'ai débarqué à 5 h 30 du matin, dans une espèce de cagibi malpropre, avec deux chaises branlantes, encombré de balais, de seaux, de serpillières. Ce réduit, c'était la salle de repos des femmes de ménage. Je remplaçais l'une d'elles, malade.

A côté de ce cagibi, il y avait deux douches jumelles, tout aussi vétustes, l'une pour les femmes de ménage, l'autre pour le chef (un homme !). De 6 à 8 heures, il fallait se dépêcher de faire les deux étages de bureaux (une quinzaine de pièces environ).

Ensuite, c'étaient les vestiaires et les cabinets des chauffeurs-livreurs. Là aussi c'était extrêmement sale. Il fallait y aller au jet d'eau et à la brosse. On voyait qu'on n'y avait pas fait de travaux depuis longtemps et que les conditions d'hygiène des ouvriers n'étaient pas la principale préoccupation du patron.

Il y avait aussi les bureaux des chefs et le laboratoire, tout dallé de blanc, du genre plus on nettoie, plus c'est sale, où étaient contrôlées les différentes qualités de farine. Il y en avait toujours de petits plâtras un peu partout. Il fallait gratter, brosser, frotter, et à la fin il restait quand même toujours des traces noires sur le sol.

A midi, je mangeais en dix minutes un casse-croûte avec les chauffeurs.

La journée de travail se terminait enfin par la douche à 13 h 15, en essayant surtout de ne pas effleurer les murs.

Certains jours on devait, en plus,

préparer des sacs pour l'ensachage de la farine. Il y avait une ouvrière qui, elle, faisait cela toute la journée. Sur un chevalet, il fallait d'abord enfiler un sac plastique, puis un sac en toile de jute, le tout sans traîner, car le chef venait souvent compter ce qui avait été fait. L'ouvrière, une femme de cinquante ans, me racontait qu'au début elle avait la peau des doigts complètement arrachée et les ongles usés et cassés à force de manipuler les sacs.

Une autre de mes missions, dans le ménage, a concerné le Parc des Expositions, pour la grande foire de Marseille. Il s'agissait d'enlever toute la poussière qui s'était accumulée dans les halls, hauts de 20 mètres et longs de 100 à 150 mètres, et sur les escalators, pendant un an.

En moins de dix minutes on était noir des pieds à la tête. Mais il ne fallait pas seulement dépoussiérer, il fallait ensuite laver, toujours à toute vitesse, forcément, puisque c'était au dernier moment. On n'avait, en plus, pratiquement aucun matériel et il fallait se mettre à genoux pour obtenir un méchant vieux balai ou une serpillière, auprès du directeur de l'agence d'intérim.

Mais lui, ce n'était pas son problème. Son problème, c'était de trouver d'autres personnes à envoyer sur ce chantier et, comme il ne trouvait personne parmi son personnel habituel, il s'était carrément posté à l'entrée du Parc pour accrocher des gens à l'extérieur et leur demander s'ils cherchaient du travail. »

Comme beaucoup d'intérimaires, Pierrette a travaillé dans des emplois très divers. Elle se souvient en particulier d'une mission dans le conditionnement de poisson et de fruits de mer surgelés.

« L'usine fabrique de la soupe en briques surgelée et conditionne des crevettes et des langoustes en barquettes et du poisson en sacs de 500 grammes ou de 1 kilo. Tout cela est destiné à la vente en grandes surfaces.

La grande saison pour ce conditionnement est l'hiver. Les effectifs de chacune des usines, entre quinze et vingt personnes habituellement,

sont alors multipliés par trois ou quatre durant quelques mois.

Dans les salles, on pataugeait toute la journée dans la glace fondue, avec d'énormes et lourdes bottes « gracieusement » prêtées par la maison. Mais comme la plupart de ces bottes avaient été mises, remises, et étaient trouées, il fallait, avant de les mettre, enfiler chaque pied dans un sac en plastique.

Les équipes n'étaient constituées que de femmes, la plupart gitanes ou maghrébines. Elles disaient que les hommes ne tenaient pas le coup à ce travail. Je n'ai d'ailleurs vu qu'une seule fois un homme se présenter pour travailler dans cette usine, et il est parti au bout de quelques heures en disant qu'il n'y avait que des femmes pour accepter cela.

Il fallait décharger (souvent seule) des caisses de 30 kilos de poisson surgelé, entassées sur des palettes de deux mètres de hauteur, les ouvrir, casser le bloc glacé sans briser les poissons, mettre les filets dans des sacs, les peser pour que le sac fasse 1 kilo et passer ensuite le sac à une autre femme qui le fermait.

Les cadences étaient infernales et deux contremaîtresses, de vraies « peaux de vaches », étaient sans arrêt derrière notre dos à nous houspiller et nous bousculer pour qu'on aille plus vite.

Une fille m'avait une fois montré les marques que l'une de ces harpies lui avait faites en la secouant par le bras.

Le pire, c'était le conditionnement des gambas et des crevettes, hérissées de piques dures comme du verre, qui traversaient nos gants de caoutchouc et nous laissaient le soir les mains rouges, enflées et toutes brûlantes.

Certaines filles s'épuisaient vite. Elles étaient immédiatement renvoyées et remplacées par de nouvelles. Et toutes s'accrochaient comme des damnées pour ne pas perdre ce travail, qu'elles faisaient en intérim de manière saisonnière chaque année et qui était leur seul gagne-pain.

Certains jours, quand il fallait aller encore plus vite, la nièce de l'une des contremaîtresses, une jeune de dix-

« UN TRAVAIL OÙ LES HOMMES NE TIENNENT PAS LE COUP ! »

Arlette
LAGUILLER



Paroles de prolétaires

Réponses des travailleurs eux-mêmes
à ceux qui prétendent
que la classe ouvrière n'existe plus
Plon

huit ans, qui travaillait avec nous, montait debout sur les plans de travail en criant « Plus vite, allez ! » pour faire accélérer la cadence.

Ce rythme fou était exigé non seulement pour le rendement, mais aussi parce qu'on amenait tellement de marchandise que celle-ci, qui était normalement congelée au début, se dégelait. Les dernières caisses étaient souvent conditionnées complètement dégelées et les sacs de poisson retournaient dans cet état à la chambre froide. Mais l'hygiène alimentaire n'était pas vraiment le problème du patron, puisqu'un jour on nous avait même fait enlever sur un lot des étiquettes périmées pour en remettre des bonnes !

Enfin la journée s'achevait. On reprenait le bus... où on pouvait voir les gens s'écarter de nous en fronçant le nez à cause de la forte odeur de poisson que nous dégagions. On se mettait au fond du bus, et on plaisantait sur nous-mêmes et notre dernier parfum. »

Pour se procurer, frais de port compris, *Paroles de prolétaires*, envoyer un chèque de 75 F à l'ordre de Lutte Ouvrière à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

RENDEZ-VOUS AVEC LUTTE OUVRIÈRE

07



Jusqu'à la fin du mois d'août, les caravanes de propagande de Lutte Ouvrière poursuivent leur route, à travers de nouvelles régions. Après avoir fait étape en Provence, dans les Alpes de Savoie, de la Drôme et du Dauphiné, en Picardie, en Normandie, autour de l'étang de Berre, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, sur les côtes de la Bretagne du Sud, à Avignon et dans des villes alentour, etc., des camarades font et feront étape dans les différentes villes dont nous donnons ci-dessous la liste.

A l'occasion des étapes passées et des nombreuses discussions qui les ont marquées, partout les mêmes préoccupations du monde du travail s'expriment. Le chômage, qui pèse toujours lourdement malgré sa baisse officiellement enregistrée ; la mise en œuvre des 35 heures, qui généralement se traduit par une dégradation des conditions de travail, de salaire et de vie des

familles ouvrières ; l'arrogance des patrons qui, en particulier dans bien des petites ou moyennes entreprises où les syndicats sont interdits de séjour, se croient vraiment tout permis.

Dans ces conditions, nombre de discussions ont également eu lieu sur les possibilités et les moyens de ne pas se laisser faire, de donner un coup d'arrêt aux attaques répétées des patrons, petits et grands, de réagir et de trouver la voie pour renverser le rapport des forces en faveur du monde du travail. Et ce rapport des forces, il faudra réussir à l'inverser à l'échelle de l'ensemble de la classe ouvrière, par une convergence des nombreuses luttes et résistances qui ont lieu, de façon isolée, dans bien des entreprises du pays et qui devront se multiplier et s'étendre sur des objectifs offensifs. Et c'est à propos de tout cela que nous voulons poursuivre les discussions, au fil des prochaines étapes.

BRETAGNE NORD

Vendredi 11 août
PLENEUF-VAL-ANDRÉ (Côtes-d'Armor),
place des Régates

Samedi 12 août
DINAN (Côtes-d'Armor),
place Duguesclin

VENDÉE

Vendredi 11 août
SAINT-HILAIRE-DE-RIEZ (Vendée), place de Sion

Samedi 12 août
NOIRMOUTIER (Vendée),
place de la Prée-aux-Ducs

Lundi 14 août
LA TRANCHE-SUR-MER (Vendée), place du
Capitaine-Bigot

Mercredi 16 août
LA BERNIERIE-EN-RETZ (Loire-Atlantique),
passage Lacroix

Jeudi 17 août, vendredi 18
août et samedi 19 août
NANTES (Loire-Atlantique),
place du Commerce

AUDE-ROUSSILLON

Vendredi 11 août
PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales)

Samedi 12 août
SAINTES-MARIES-DE-LA-MER (Pyrénées-Orientales)

LORRAINE

Mercredi 16 août
SAINT-AVOLD (Moselle),
place Paul-Collin

Jeudi 17 août
SARREGUEMINES (Moselle), rue Sainte-Croix

Vendredi 18 août
CREUTZWALD (Moselle),
rue de l'Eglise

Samedi 19 août
FORBACH (Moselle),
parking de l'Hôtel-de-Ville

Lundi 21 août
METZ Borny (Moselle),
place du Marché

Mardi 22 août
HAGONDANGE (Moselle),
place du Marché

Mercredi 23 août
BRIEY (Meurthe-et-Moselle),
Plan d'Eau,
place Niederaussen

Jeudi 24 août
METZ Sablons (Moselle),
place Saint-Livier

Vendredi 25 août
HAYANGE (Moselle), place
Nicolas-Schneider

Samedi 26 août
LONGWY-HAUT (Meurthe-et-Moselle),
place de l'Hôtel-de-Ville
LONGWY-BAS (Meurthe-et-Moselle) à 17 heures, salon
Petitier de l'hôtel de ville,
réunion publique avec
Christiane Nimsgern,
conseillère régionale LO

ALSACE

Mercredi 16 août
HUNINGUE (Haut-Rhin),
place Abatucci

Jeudi 17 août
WITTELSHEIM (Haut-Rhin)

Vendredi 18 août
GUEBWILLER (Haut-Rhin),
parking de l'avenue Foch

Samedi 19 et lundi 21 août
COLMAR (Haut-Rhin),
parking Scheurer-Kestner

Mardi 22 août
KAYSERSBERG (Haut-Rhin), Badhus

Mercredi 23 août
ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN (Bas-Rhin), parking du
collège, cité Libermann

Jeudi 24 août
SÉLESTAT (Bas-Rhin),
square Ehm

Vendredi 25 août
SAVERNE (Bas-Rhin),
place du Gal-de-Gaulle

Samedi 26 août
SCHILTIGHEIM (Bas-Rhin),
place de l'Hôtel-de-Ville

AQUITAINE

Vendredi 11 août
AUDENGE (Gironde),
place du Marché

LANGUEDOC

Lundi 14 août
AGDE (Hérault),
Bas de la Promenade

Mercredi 16 août
PÉZENAS (Hérault)
parking du Fronton

Jeudi 17 août
NARBONNE (Aude),
quai Victor-Hugo

Vendredi 18 août
NARBONNE-PAGE (Aude),
Front de mer

Samedi 19 août
VALRAS (Hérault),
terrain du Casino

Mardi 22 et mercredi 23 août
MONTPELLIER (Hérault),
place Paul-Bec
(Quartier Antigone)

Jeudi 24 août
NÎMES (Gard), place Saint-Charles (Bd Gambetta)

Vendredi 25 août
SÈTE (Hérault),
place Stalingrad

Samedi 26 août
CARNON-PAGE (Hérault),
parking du centre administratif

ACCIDENTS MORTELS SUR LES ROUTES... ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ

Chaque été, des accidents mortels impliquant des autocars se produisent en France. Le 2 août, un autocar hollandais s'écrasait contre une pile de pont, tuant trois passagers. Et lundi 7 août encore, un adolescent anglais de quinze ans était tué dans un accident de car, près de Vierzon.

Été après été, les mêmes drames se déroulent. Ainsi dans les dernières années, en

juillet et août, les accidents d'autocars ont fait 26 morts en 1995 ; 3 en 1996 ; 33 en 1997, etc. C'est la plupart du temps la fatigue, l'épuisement des conducteurs qui étaient en cause. Dans le cas des autocars comme dans celui des poids lourds, les conducteurs se voient bien souvent imposer des horaires démentés par leurs employeurs ou se les imposent à eux-mêmes lorsqu'ils sont artisans, concurrence oblige.

Ces accidents de cars frappent souvent des enfants se rendant en vacances, ou des

immigrés rentrant au pays pour les congés et n'ayant pas les moyens de se payer l'avion ou le train : 12 morts dans un car marocain en 1997, 22 dans un autocar espagnol en 1995. Là encore, la sécurité en voyage est bien souvent une question de classe sociale : même après le récent accident du Concorde, l'avion et le train restent encore, de loin, des moyens de transport plus sûrs que la route.

De quelque côté que l'on regarde, les causes des accidents mortels sur les routes

sont bien plus souvent liées à des questions sociales que dues à la fatalité. Les autocars remplacent le train ou l'avion pour les vacanciers désargentés. Les caravanes, dangereuses et souvent responsables d'accidents graves, n'existent que parce que les hôtels sont trop chers pour bien des travailleurs.

Et puis c'est aussi l'organisation (ou plutôt l'inorganisation) de la société tout entière qui fait que chaque année, à la même date, se produisent ces gigantesques exodes de population, pendant lesquels des

millions de personnes se massent en même temps sur les routes pour partir en vacances, engendrant embouteillages monstres, pollution, stress et risques multipliés d'accidents.

Dans ce domaine comme dans tant d'autres, la société est néfaste et dangereuse car elle est organisée en fonction des choix économiques de ceux qui la dirigent, et non en fonction des intérêts et des aspirations de la population elle-même.

P.V.